23 juin 2021

Réponse du Conseil administratif à la question écrite du 30 mars 2021 de M. Eric Bertinat: «Bientôt à l'école! Comment, à quel prix et pour qui?»

TEXTE DE LA QUESTION

L'heureuse initiative de la magistrate en charge de la cohésion sociale et de la solidarité qui publie une *Lettre d'information sur la petite enfance* (n°1 – Mars 2021) m'amène à demander quelques explications sur l'article intitulé «Bientôt à l'école!». Nous y apprenons que le Service de la petite enfance et le Service des écoles et institutions pour l'enfance de la Ville de Genève collaborent pour mettre en place le projet «Bientôt à l'école!», initié et financé par le Bureau de l'intégration des étrangers (BIE) et soutenu par le Programme d'intégration cantonal (PIC) et l'Office fédéral du développement territorial (ARE). Malgré le langage épïcène qui rend difficile la lecture de ce texte (pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué?), nous comprenons que ce projet ne s'adresse pas à toute la population de notre commune mais cible les familles peu familières de la culture scolaire genevoise.

Mais là s'arrêtent les explications de ce joyeux «Bientôt l'école!» destiné à une partie des parents résidant sur notre commune qui sont peu, voire pas intégrés à notre société.

Voici mes questions:

1. Pour mettre en place ce projet et l'animer, quels seront les moyens dégagés par le département de M^{me} Kitsos? Cela se fera-t-il au détriment d'autres engagements?
2. Quels en seront les coûts pour l'administration communale de la ville de Genève, qui, sauf erreur, ne figurent pas dans le budget 2021?
3. Sur la base de quels critères seront choisis les parents qui bénéficieront de ce projet?
4. Est-ce que tous les parents sélectionnés seront en règle avec la loi sur les étrangers?

D'avance, je vous remercie pour vos réponses.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Le projet «Bientôt à l'école» a été initié et financé par le Bureau de l'intégration des étrangers (BIE) et soutenu par le Programme d'intégration cantonal (PIC) et l'Office fédéral du développement territorial (ARE).

Ce projet n'a entraîné aucun coût supplémentaire pour la Ville de Genève. Le département de la cohésion sociale et de la solidarité, via le Service de la petite enfance et le Service des écoles et institutions pour l'enfance, a pu compter sur la mise à disposition d'une collaboratrice scientifique pendant la durée du projet, à un taux de 20%, prise en charge par le BIE. Pour sa part, le Service des écoles a contribué à l'élaboration des modules, à l'identification des partenaires du réseau socio-éducatif et socio-culturel et a assuré le lien avec les écoles, où se déroulent les rencontres entre les parents et intervenants. En ce qui concerne les autres frais, tels les salaires des autres intervenant-e-s (animatrices du Centre de contact Suisses-Immigrés, éducatrices petite enfance) et le matériel nécessaire, ils sont financés également par le BIE. A noter que les locaux sont mis gracieusement à disposition par le Service des écoles et institutions pour l'enfance.

Ce projet ne sera pas mené au détriment d'un autre engagement, et ne pèjorera pas les comptes de la Ville de Genève.

«Bientôt à l'école!» répond au constat que certaines familles ne connaissent pas ou peu le système scolaire genevois, et sont donc perdues face aux codes et aux demandes de cette institution. Ce projet reçoit un important soutien de la part des établissements scolaires concernés, qui y voient ainsi une possibilité de prévenir des problèmes de communication et d'incompréhension mutuelle qui pourraient survenir. Le projet a pour ambition de permettre à tous les parents d'élèves de s'impliquer dans leur rôle, à travers une meilleure compréhension du contexte scolaire genevois et un soutien à la parentalité.

En conséquence, ce projet vise à soutenir des parents dont l'enfant commence en IP en septembre 2021; des familles n'ayant pas fréquenté l'école à Genève ou connaissant peu le système scolaire genevois, des familles migrantes, ayant peu ou pas de réseau social dans le quartier et ne connaissant pas les lieux socio-culturels qui le composent, des familles parlant une autre langue que le français dont l'enfant ne fréquente pas de structure d'accueil collectif de la petite enfance.

A noter qu'à ce jour, aucune demande de participation à ce programme n'a été reçue de la part de familles francophones ou ne remplissant pas ces critères.

Il est à rappeler que l'accès à l'école primaire genevoise est obligatoire pour tous les enfants, qu'ils soient ou non en situation régulière. Dans cette optique, le projet «Bientôt à l'école!» est ouvert aux familles avec ou sans permis de séjour. En conséquence, cette information n'est pas demandée aux inscriptions.

Enfin, nous vous invitons pour plus d'informations à visiter la page web suivante: <https://www.ge.ch/document/bientot-ecole-bilan-experience-inedite>.

Au nom du Conseil administratif

Le secrétaire général:
Gionata Piero Buzzini

La conseillère administrative:
Christina Kitsos